
LE COURANT UNITAIRE DE LA FEN, SYNDICAT ET POLITIQUE

Jocebyne
George *

Laurent Frajerman a soutenu en 2003 une thèse sur l'identité et le rôle du courant unitaire dans la Fédération de l'Éducation nationale (FEN) sous la Quatrième République¹, un livre récemment paru nous la rend accessible². Le courant unitaire regroupa de 1948 à 1992 les enseignants syndicalistes communistes et ceux qui jugeaient bon de militer avec eux dans une fédération dominée par des militants adhérents ou proches du Parti socialiste, SFIO d'abord, puis PS. Comment cette coexistence fut-elle mise en place et pourquoi a-t-elle duré ? C'est ce que l'auteur a cherché à établir. Le choix d'un tel sujet a dû être induit par celui de son mémoire de maîtrise sur *L'Internationale des travailleurs de l'enseignement* qui vécut de 1919 à 1932³. Depuis sa soutenance l'historien a approfondi divers aspects du sujet à travers de nombreux articles. Dans cet ouvrage, il traite un chapitre particulier de deux histoires déjà très étudiées, celle des enseignants et celle du syndicalisme.

Ce livre a le sérieux et la minutie d'un travail de thèse. L'auteur nous mène avec sûreté à travers les structures de l'enseignement et du syndicalisme et nous en fait vivre les conflits. Il ne trahit pas son titre qui annonce la relation très conflictuelle entre la FEN et son courant unitaire sous la Quatrième République, mais on aurait aimé qu'il resserre davantage l'exposé sur le courant choisi. Une première partie (curieusement appelée « volet ») qui comprend trois chapitres est une partie historique, très consistante, un rappel plus précis de l'avant-

* Historienne.

1. Laurent Frajerman, *L'Interaction entre la Fédération de l'Éducation nationale et sa principale minorité, le courant unitaire, 1944-1959*, thèse NR, Paris I, 960 p. et annexes, 2003 ; son directeur de thèse fut Jacques Girault dont la contribution à l'histoire des enseignants est éminente.

2. Laurent Frajerman, *Les frères ennemis. La Fédération de l'éducation nationale et son courant unitaire sous la IV^e République*, Syllepse, Institut de recherches de la FSU, 2014, 414 p.

3. Laurent Frajerman, *L'Internationale des travailleurs de l'enseignement et son activité en France 1919-1932*, Mémoire de maîtrise, Paris IV, sous la direction de Jean-Marie Mayeur, 1992, 275 p.

guerre aurait été utile. La seconde, longue de six chapitres, intitulée « les facettes du modèle FEN », étudie les contenus et les pratiques du syndicalisme de la FEN et comment le courant unitaire s'y adapte, elle est riche mais nous semble moins organisée.

Au commencement, en 1944, est la prise en compte de la participation ou non à la Résistance à l'occupation allemande. Le courant unitaire dont le nom fait le lien avec la Fédération unitaire de l'enseignement d'avant-guerre⁴ est le courant où se retrouvent ceux qui ont résisté et principalement les communistes. Ce courant n'a pas de nom stable avant la fin des années soixante, il s'appellera « Bouches-du-Rhône » au Syndicat national des Instituteurs (SNI) du nom de la section où il est majoritaire, il s'appellera « B » dans le Syndicat national des enseignants du secondaire (SNES) par rapport au « A » désignant la liste de la majorité, il s'appellera enfin « Unité et action », à partir de son nom dans le Syndicat national de l'enseignement technique (SNET), « Unité pour une action syndicale efficace ». Le courant A, qui sera dit plus tard autonome ou majoritaire, est celui où se retrouvent les attentistes. Le SNI, principal syndicat de la FEN car le plus nombreux – en 1954 il représente 75 % des effectifs fédéraux – ne s'est guère distingué durant la guerre, à quelques exceptions près. Un troisième courant existe, syndicaliste révolutionnaire, qui est une véritable tendance, celle de l'« École émancipée ». Ce courant, qui a refusé l'idée même de résistance, renvoyant dos à dos occupants et résistants, est le seul à avoir son nom dès 1945 ; il adopte une posture de critique radicale du réformisme du courant majoritaire mais l'anticommunisme le rapproche de celui-ci, leur complicité tactique ne se démentira jamais. Certains de ses militants, dont au SNES Robert Chéramy et Louis Letonturier, se fondront dans la majorité.

De 1944 à 1948 une entente fragile existe entre ces courants, qui éclate lors de la scission de la CGT. En mars 1948 les enseignants syndiqués doivent se prononcer soit pour la CGT, soit pour FO soit pour l'autonomie. 40 % choisissent la CGT, 60 % l'autonomie, ces derniers regroupent ceux qui sont pour FO, pour l'École émancipée, pour l'autonomie, d'où le nom de majoritaires et celui de minoritaires pour ceux qui auraient voulu rejoindre la CGT mais qui restent dans la FEN et qui auraient pu se nommer autonomes autant que les majoritaires puisqu'ils ont eux aussi rejoint l'autonomie⁵. Le succès de l'autonomie serait dû à une attitude corporatiste des enseignants et à leur éloignement de la classe ouvrière. Il convient aux dirigeants de la FEN car il leur permet de tenir à distance FO et la CGT et de jouer les médiateurs entre ces confédérations. De 1948 à 1952 la minorité essaie de faire vivre une double affiliation individuelle à la FEN et à la CGT. Outre que cette position est de pratique peu commode, le courant est traité en ennemi de l'intérieur au sein de la FEN, subit les conséquences de toutes les crises de la guerre froide et son influence décline. En 1952 Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT, critique cette double affiliation, en octobre 1953, Maurice Thorez, secrétaire général du parti communiste, la condamne à son

4. Loïc le Bars, *La Fédération unitaire de l'enseignement 1919-1935*, Syllepse, 2005.

5. Quelques syndicats liés à l'enseignement professionnel rejoignent la CGT.

tour et enjoint aux militants d'y renoncer. Pour beaucoup qui avaient combattu durant les années précédentes ce fut un drame, ainsi pour Paul Delanoue, né en 1908, instituteur formé par l'Internationale des travailleurs de l'enseignement, résistant, responsable communiste, leader du courant unitaire de la FEN jusqu'en 1954, qui lança l'idée de la Fédération des conseils de parents d'élèves, et pour Jacqueline Marchand, née en 1910, agrégée de lettres, mise à la retraite d'office par Vichy, non communiste, membre du bureau du SNES depuis 1946, secrétaire générale de la FEN-CGT de 1948 à 1954.

De 1953 à 1959 le courant unitaire va s'intégrer dans la FEN, tout en sauvegardant son identité. Pour Laurent Frajerma, les enseignants qui auraient choisi la CGT et qui continuent à se positionner différemment ne constituent pas une tendance mais plutôt un courant, appellation qu'il juge plus conforme à la réalité. Ce courant s'oppose d'ailleurs à l'organisation en tendance qu'impose la direction de la FEN car c'est pour celle-ci un moyen d'y enfermer les unitaires tout en paraissant défendre l'unité. Cette direction parachève l'isolement du courant en imposant l'homogénéité de l'exécutif. D'un côté la minorité a une liberté suffisante pour éviter le risque d'une scission, de l'autre elle est privée de responsabilités et de moyens d'action. Durant les années cinquante la direction de la FEN se durcit envers le courant minoritaire alors que celui-ci fait preuve de bonne volonté. L'auteur estime que dans ces conditions le courant intègre tout à fait le modèle syndical mis au point par les dirigeants de la FEN, d'où le soin qu'il met à le décrire ; reste à expliquer ensuite comment le courant réussit à sauver son identité.

Le syndicalisme de la FEN est un syndicalisme de masse. En 1945 la FEN regroupe 35 syndicats nationaux jaloux de leur souveraineté, le plus important est le SNI⁶, puis vient le SNES⁷, et ensuite de petits syndicats qui sont un vivier de mandats pour le courant majoritaire ; en 1958 la FEN compte 243 564 adhérents ; elle s'occupe des relations entre les syndicats nationaux et de la représentation extérieure du syndicalisme enseignant ; la massivité des adhésions tient au fait que le syndicat défend l'identité professionnelle de ses membres. La préoccupation pédagogique est très faible. La prépondérance des instituteurs explique que le syndicalisme de la FEN soit fondé sur la défense de l'école publique et laïque qui va avec celle d'une république sociale. C'est ainsi que la grève la plus réussie de la fédération fut celle contre la prise de pouvoir par de Gaulle le 31 mai 1958. Sous la Quatrième république l'homme fort de la FEN est le secrétaire du SNI, de 1945 à 1952 c'est Henri Aigueperse né en 1902, membre dans sa jeunesse du groupe d'extrême gauche, la Révolution prolétarienne, puis sympathisant socialiste, dirigeant des Mouvements unis de la Résistance dans son département de la Haute-Vienne, puis de 1952 à 1962 c'est Denis Forestier, né en 1911, instituteur rural dans le Lot, partenaire jusqu'en 1958 de Guy Mollet secrétaire de la SFIO, date à laquelle il rejoint les dissidents du parti socialiste au parti

6. Henri Aigueperse, Robert Chéramy, *Un syndicat pas comme les autres : le SNI, SUDEL*, 1990, 376 p.

7. Alain Dalançon, *Histoire du SNES*, tome 1 (1840-1967), IHRES, 2003, 272 p.

Le courant unitaire de la FEN, syndicat et politique

socialiste autonome. Les secrétaires généraux de la FEN sont de 1945 à 1956 Adrien Lavergne, puis de 1956 à 1966 Georges Lauré, secrétaire du SNET de 1949 à 1956.

Le syndicalisme de la FEN est un syndicalisme de fonctionnaires dont les enseignants représentent la moitié du total. Il entretient de bonnes relations avec l'administration, proches de la cogestion, les revendications sont limitées pour avoir la possibilité d'être satisfaites. Mais la FEN ne s'intègre pas dans l'État, les enseignants ont un statut qui les laisse libres par rapport à celui-ci. C'est aussi un syndicalisme de services, la Mutuelle générale de l'éducation nationale (MGEN), la Mutuelle d'assurance des instituteurs de France (MAIF), la Caisse d'aide sociale de l'Éducation nationale (CASDEN) – une mutuelle, une assurance, une banque – sont les principaux éléments de l'empire de la FEN, fédération que certains de ses historiens ont appelée « la forteresse enseignante » par analogie avec la forteresse ouvrière que furent les usines Renault⁸. Les postes de direction générés par cet ensemble sont réservés aux instituteurs retraités.

La lutte d'influence entre les instituteurs et les professeurs dont le nombre s'accroît aboutit à un conflit interne majeur qui marque la vie de la FEN. L'enjeu est de savoir à qui doit revenir l'enseignement dans l'école moyenne, entre 6^e et 3^e. Les prises de position du SNES et de son courant Unité et Action en faveur de l'unité de l'enseignement secondaire contribuent aux progrès de celui-ci.

Comment le courant unitaire se situe-t-il dans le système FEN ? Sa définition est avant tout politique. Le courant majoritaire est ouvertement réformiste, proche de la SFIO. Formé de communistes et d'autres qui ne sont pas anticommunistes, des catholiques progressistes en particulier, le courant unitaire ne se dit pas révolutionnaire. Laïcistes, les dirigeants de la FEN ne peuvent pas croire à la sincérité de ces militants chrétiens et sont persuadés qu'ils sont manipulés. Le courant unitaire a aussi connu des conflits internes, notamment quand le parti communiste s'en prit à l'instituteur communiste Célestin Freinet accusé en 1951 de « pédagogisme ».

Disposant « d'une culture militante spécifique influencée par le rapport au militantisme des communistes mais qui peut être porté par des partenaires de ce parti », les militants du courant unitaire font le partage entre syndicalisme et politique mais ils ont « besoin d'établir une cohérence globale entre leurs diverses activités ». Ils sont les plus actifs dans les sections et suscitent une pression de la base sur une direction fédérale obligée de se justifier en permanence. Le courant unitaire nourrit le débat et prône l'action.

À partir des années soixante apparaît une nouvelle fédération des enseignants, le Syndicat général de l'Éducation nationale (SGEN) dont les caractères sont différents de ceux de la FEN. Clairement affilié à une confédération ouvrière, la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) qui, déconfessionnalisée, devient la Confédération française

8. Véronique Aubert, Alain Bergougnoux, Jean-Paul Martin, René Mouriaux, *La forteresse enseignante, la Fédération de l'Éducation nationale*, Fayard, 1985, 364 p.

démocratique du travail (CFDT), le SGEN insiste sur la pédagogie plus que sur l'identité professionnelle et entre facilement dans les vues économistes du patronat sur l'enseignement.

Au-delà de la période étudiée, une nouvelle génération d'enseignants marquée par la guerre d'Algérie succède à celle de la Résistance et de la guerre froide et entretient la culture exigeante, propre au courant unitaire qui progresse au point de devenir majoritaire dans le SNES en 1967. Lorsqu'il devient majoritaire dans la FEN en 1992, les anciens majoritaires provoquent la scission. Les nouveaux majoritaires fondent la Fédération syndicale unitaire (FSU) qui reconnaît les tendances, les anciens fondent l'Union des syndicats autonomes (UNSA) qui ne les accepte pas. Très documentée, cette étude de la coexistence conflictuelle des *Frères ennemis* de la FEN aide à comprendre une évolution qui éclaire tout un pan du syndicalisme français toujours à la recherche de son unité.